

grandes et puissantes, les nationalités slaves au profit des Allemands, des Italiens, des Magyars, qui incorporeraient nécessairement les petites fractions slaves dans leurs territoires nationaux.

On l'a vu clairement en 1848, lorsque le Parlement de Francfort fut convoqué et lorsque les Magyars se jetèrent dans la lutte décisive contre Vienne. Lorsque les Allemands autrichiens se décidèrent d'entrer dans la Grande Allemagne unifiée, ils le firent au nom du principe des nationalités, conçu à la façon de Mancini. Dans ces conditions, les Slaves qui invoquaient, eux aussi, le principe des nationalités auraient été ruinés au nom du même principe par les Allemands, les Magyars, les Italiens. Ils sentaient ce danger et pour cela ils concevaient ce principe tout autrement.

Les Slaves ne pouvaient donc voir dans ce principe une doctrine de droit international. Ils reconnurent bientôt et comme d'instinct, qu'il était impossible de morceller l'Autriche dans les petits Etats nationaux, qui seraient constamment menacés par les grands Etats limitrophes et qui finiraient par être engloutis dans le flot pangermanique. En outre, l'Autriche était composée des provinces historiques, mixtes au point de vue national, qui formaient toujours une unité administrative. Les traditions historiques étaient obstacle à toute division de la Bohême, par exemple. Et une territoriale division plus ou moins exacte était absolument impossible, puisque ces régions étaient mixtes. Les Slaves ne pouvaient donc aspirer à l'indépendance au point de vue international, mais à une indépendance d'une nature toute autre.